

Avis adopté à la séance plénière du 7 juillet 2020

Génération nouvelles : construire les solidarités de demain

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Jean-Louis Cabrespines : « L'avis présenté aujourd'hui s'est fait, pendant la période particulière née d'une grave crise sanitaire, grâce à l'investissement à distance des membres, la patience des rapporteurs, la fermeté du président et la disponibilité de l'équipe de l'administration du CESE dans un contexte difficile de visioconférences qui ne permet pas un véritable dialogue mais plutôt une succession de monologues qui se répondent.

Les 3 chapitres de cet avis comme le récit final sont tout à fait ancrés dans la réalité et permettent de faire un tour complet des problèmes qui pourront se poser pour les nouvelles générations : celle de l'amélioration de la mobilité sociale et de la lutte contre les inégalités, celle des solidarités et de la cohésion sociale et celle de transformations nécessaires pour vivre ensemble dans une intergénération respectueuse.

Deux points mériteraient d'avoir une approche plus offensive et faire l'objet d'une étude plus approfondie.

En premier lieu sur la mise en place des politiques d'emploi : le choix d'inciter à l'utilisation des appels à projets empêche la construction d'une véritable politique publique continue en encourageant une vision à court terme faite de coups plutôt qu'un dispositif de long terme. La place des missions locales dans les processus d'aide aux jeunes les plus en difficulté est essentielle. L'approche globale, ADN des missions locales, est empêchée par l'injonction permanente des services de l'État pour remplir leurs dispositifs et le conditionnement des financements à l'obtention de résultats chiffrés pour ces dispositifs conduit à des dérives graves qui ne prennent pas en compte les besoins et attentes des jeunes, les difficultés particulières de certains territoires, la réalité économique de certains secteurs. Des inflexions plus fortes auraient pu être proposées.

En second lieu, le modèle économique est celui de l'économie dominante et la réflexion sur un autre modèle de développement a été insuffisante (en particulier dans la préconisation 25). Nous aurions pu marquer de manière plus forte l'ouverture à une nouvelle forme d'économie promouvant un développement soucieux avant tout des femmes et des hommes plutôt que de l'accroissement des richesses au profit de quelques-uns, en particulier par la promotion de nouvelles formes entrepreneuriales plus démocratiques.

La proposition de sortir de l'évaluation par le seul PIB (préconisations 27) est une très bonne chose et nous avons à trouver de nouveaux indicateurs qui mettent en avant la place des hommes et des femmes dans le développement économique et social de notre pays.

Le rapport de la convention citoyenne dit : « *nous pensons que les relations intergénérationnelles doivent être établies pour que puissent se transmettre entre les générations des idées, des histoires, des habitudes. L'intergénérationnel permet en effet de favoriser une plus grande cohésion sociale ainsi qu'une plus forte solidarité* ». Nous retrouvons bien là une grande partie de ce que furent les préoccupations de notre commission temporaire.

Construire les solidarités de demain, c'est avoir en tête et mettre en acte que nous ne pouvons pas seulement agir de manière cosmétique mais bien prendre en compte, ensemble, tous les problèmes que génère notre vie en commun, et créer des liens pour lutter contre les clivages et les inégalités.

Suis-je utopique ? L'avenir nous le dira, mais il est clair que nous ne pouvons pas continuer *sans remettre en cause « le monde d'avant » pour construire « le monde d'après »*. Je voterai cet avis ».